

celui du monde libre en général. Aujourd'hui, cependant, elles commencent à recevoir le renfort d'armées de terre d'autres pays qui ont des troupes en Extrême-Orient. A ces renforts s'ajouteront, si le Parlement donne son approbation, les troupes spéciales canadiennes que nous avons levées en vue de faire honneur aux obligations que nous avons contractées à l'égard de la défense collective. C'est en Corée que nos obligations résident présentement bien que nous ignorions où elles résideront dans les semaines à venir. Presque depuis le début, naturellement, les forces américaines ont reçu l'appui de détachements de la marine et de l'aviation fournis par d'autres membres des Nations Unies, y compris le Canada.

Cette force spéciale est unique en un sens parmi les offres de forces militaires qu'on a faites aux Nations Unies par suite de la guerre coréenne. Elle constitue, à mon avis, un exemple et un précédent dignes de considération. Si, de la même façon, d'autres pays réservaient une partie de leurs forces afin de pouvoir les mettre à la disposition des Nations Unies en vue de la défense collective, il y aurait, parmi le monde libre, prêts à se joindre à une force des Nations Unies, des contingents nationaux qu'on pourrait rapidement rassembler en cas d'une crise future. L'Organisation des Nations Unies serait ainsi munie de la force militaire que, dans la Charte, on projetait de mettre à sa disposition mais que, de fait, elle n'a jamais eue en raison surtout de l'attitude de la Russie.

A mon avis, c'est parce qu'il prévoit que l'agression effectuée en Corée peut être suivie d'autres attaques d'inspiration communiste ailleurs que le Gouvernement a décidé de demander que la brigade spéciale soit disponible non seulement pour le service en Corée, mais d'une manière générale, afin que nous nous acquittions de notre devoir en ce qui a trait à la défense collective, sous l'empire de la Charte des Nations Unies ou du Pacte de l'Atlantique-nord.

On entretient déjà des craintes en Iran, en Grèce, en Autriche et en Indochine, pays dans lesquels, pour le Politburo, les circonstances pourraient sembler favorables à une autre agression armée.

### **La situation en Corée et en Allemagne**

A mon avis, il ne faut pas oublier surtout que ce qui s'est produit en Corée peut bien se répéter sur une plus grande échelle en Allemagne. La situation de ces deux pays, à première vue si différente à tous égards, n'offre pas moins des points de comparaison frappants. L'un et l'autre sont divisés en deux par une ligne imaginaire; dans l'un et l'autre la partie dominée par les Soviets dispose de forces armées puissantes, tandis que l'autre partie est à peu près sans défense et sujette à l'agression. Il devient de plus en plus évident, je crois, qu'il faut rétablir l'équilibre entre les forces militaires de l'Est et de l'Ouest de l'Allemagne. Il ne s'agit plus de se demander s'il faut réarmer l'Allemagne, car la région de l'Allemagne occupée par les communistes l'a déjà été par la Russie soviétique qui la domine.

Si l'on veut assurer la défense de l'Allemagne occidentale,—et elle importe sûrement à la défense de l'Europe occidentale,—nous devons lui fournir des armes et l'aider à se défendre; sinon, les autres nations occidentales devront assumer des responsabilités plus grandes qu'elles ne l'avaient encore prévu.

Le réarmement de l'Allemagne occidentale comporte des risques; les tristes expériences du passé nous ont appris que des Allemands armés peuvent constituer une menace. Cependant, ce danger existe déjà en Allemagne orientale; je crois que nous pouvons l'atténuer en Allemagne occidentale si cette région de l'Allemagne, et à la longue toute la libre Allemagne démocratique, peut être amenée à collaborer, efficacement et de plus en plus, des points de vue économique, militaire et, plus tard, politique, avec les autres nations de l'Europe occidentale.

C'est dans cette direction que se trouve le chemin de la sécurité. Cependant cette politique va naturellement soulever à son tour des problèmes et malgré cela je ne puis m'empêcher de croire qu'elle seule procurera des sauvegardes contre les dangers que comporte la permission, accordée à l'Allemagne occidentale, de se réarmer, indépendamment de l'Europe occidentale, en présence de la situation encore plus dangereuse de la laisser sans défense en face d'une Allemagne orientale armée et dominée par la Russie.